

Excellence, dévouement, loyauté : la liste des nobles attributs dont Colin Powell a été affublé après sa mort est longue. Mais faire de tels éloges à celui dont le nom est associé à une guerre brutale qui a [détruit un pays](#) et ôté la vie à des centaines de milliers de personnes n'a rien de noble...

Colin Powell, soldat, homme d'État et fonctionnaire dévoué aux impératifs de l'empire étasunien, est mort le 18 octobre dernier, à l'âge de 84 ans. Il laisse dans le deuil sa femme, ses trois enfants et ses quatre petits-enfants. Il a été précédé par sa doctrine éponyme et par au moins 185 000 civils irakiens[1].

Né en 1937, Powell a précédé d'une décennie l'institution qui allait déterminer à la fois sa vie et une grande partie des XXe et XXIe siècles. La loi sur la Sécurité nationale de 1947 a en effet donné naissance au ministère de la Défense, fusionnant les innovations bureaucratiques en matière de gestion de la guerre et de l'espionnage bricolées pendant la Seconde Guerre mondiale et plaçant les États-Unis sur un pied de guerre permanent qu'ils n'ont jamais quitté depuis. L'intégration des forces armées ordonnée par Harry Truman en 1948 a rendu possible le parcours spécifique de Powell dans et par l'armée, mais c'est la loi de 1947 qui a conduit les États-Unis à se percevoir continuellement en péril existentiel, et à adopter une politique étrangère militaire en conséquence.

Powell a rejoint le Reserve Officers Training Corps alors qu'il était étudiant au City College de New York. Il a ensuite été incorporé dans l'armée étasunienne en 1958. Les États-Unis connaissaient une période d'accalmie relative entre leur engagement actif en Corée et au Vietnam, mais c'était encore l'époque de l'enrôlement en temps de paix. La conscription, maintenue en place par le même général qui l'avait dirigée pendant la Seconde Guerre mondiale et qui continuerait à la diriger jusqu'en 1970, a été conservée en partie pour encourager l'engagement volontaire.

En 1962, Powell a passé un an à conseiller l'armée sud-vietnamienne. Il retourne au Vietnam en tant que major en juillet 1968, rejoignant l'état-major d'un général. Dans ce rôle, en novembre 1968, il ouvrit une lettre écrite par Tom Glen, un spécialiste de l'armée dont la mission était terminée. La lettre de Glen, adressée au général Creighton Abrams (à l'époque en charge de l'effort de guerre au Vietnam), détaillait les crimes de guerre étasuniens, sans toutefois nommer les responsables. Suivant l'exemple de l'ancien commandant de Glen, Powell déclara à l'époque qu'il était regrettable que l'auteur de la lettre n'ait pas fait part de ses allégations immédiatement, afin qu'elles puissent être résolues par les voies appropriées.

La lettre de Glen est arrivée huit mois après le massacre de cinq cents civils par les soldats étasuniens à My Lai, mais il a fallu une deuxième lettre d'un autre ancien combattant pour alerter les autorités sur cette dissimulation.

Dans son autobiographie de 1995, Powell rapporte sa version d'un entretien qu'il avait eu avec un enquêteur de l'inspection générale de l'armée. Powell décrit avoir feuilleté les rapports mensuels de l'unité qui a commis le massacre de My Lai et noté que « 128 morts » tués par une unité était un nombre inhabituellement élevé mais possible dans le cours normal de la guerre. L'enregistrement de l'interview par l'inspecteur général, ainsi que [David Corn](#) l'a indiqué en 2001, ne contenait aucune prise de conscience aussi claire.

Avant la lettre qui a révélé My Lai, « l'armée a promu l'histoire selon laquelle la compagnie

C avait tué 128 VC[2] et capturé trois armes dans l'action du 16 mars », écrit Corn. Powell, dans ses mémoires, était en train de « répéter l'histoire de façade, sans se souvenir de ce qui était réellement dans le journal ».

Confronté à deux tentatives de dénonciation d'un événement désormais synonyme de crimes de guerre, Powell s'en remet à son commandement et maintient la ligne de conduite de la compagnie. En 1971, il témoigna en faveur d'un général qui avait ordonné de tirer sur des civils non armés à partir d'hélicoptères lors du procès du général pour crimes de guerre, arguant qu'une telle action était logique étant donné la difficulté de la guerre contre-insurrectionnelle au sein d'une population hostile.

« La contribution de Powell, modeste mais sans vacillement, à la dissimulation de My Lai n'est guère surprenante », écrit l'historien Jeffrey J. Matthews :

« Ses supérieurs avaient clairement donné l'exemple. Peu de choses dans le développement personnel ou la formation professionnelle de Powell l'ont préparé, et encore moins encouragé, à évaluer de manière critique et à contester consciemment ses chefs. De plus, si cela avait été le cas, cela aurait fait dérailler sa carrière prometteuse. »

Cette « carrière prometteuse » allait amener Powell, après avoir commandé les forces étasuniennes en Corée, à entrer dans la confiance de Caspar « Cap » Weinberger, le secrétaire à la défense de Ronald Reagan. Powell servit ce dernier en tant que principal assistant militaire. Il s'agit d'un rôle en uniforme conçu pour offrir à l'administration civile la profondeur des connaissances militaires, mais c'est aussi un travail qui implique ceux qui l'exercent dans la politique et les méfaits de leurs responsables civils.

Weinberger faisait partie des fonctionnaires de Reagan impliqués dans la vente d'armes à l'Iran afin que l'administration Reagan puisse acheminer de l'argent aux contre-révolutionnaires Contras au Nicaragua. Weinberger a finalement été inculpé de cinq chefs d'accusation liés à l'affaire Irangate mais a été [gracié de manière préventive](#) par le président George H.W. Bush avant d'être jugé. Powell était présent à [au moins](#) une réunion en 1985 pour négocier la vente secrète d'armes en échange d'otages - et en savait apparemment beaucoup plus sur [l'ensemble de l'opération](#).

Les premiers indices de ce qui allait devenir la Doctrine Powell sont apparus à cette époque. Dans un discours prononcé en novembre 1984 devant le National Press Club à Washington D.C, Weinberger exposa une série de conditions qui permettaient aux États-Unis d'entrer en guerre de manière appropriée. À l'instar de la « All Volunteer Force », qui remplaça une armée partiellement engagée par une armée entièrement professionnelle, les doctrines Weinberger et plus tard Powell étaient des outils conçus pour faciliter l'utilisation de la force militaire et ouvrir la voie à une implication permanente et illimitée dans des conflits à l'étranger.

Ces doctrines sont souvent interprétées à tort comme une mise en garde contre la guerre, mais cette interprétation ne tient pas compte du contexte historique de leur origine. Les deux doctrines ont été conçues comme une réponse à l'échec des États-Unis au Vietnam, et plus directement à la mort de marines étasuniens au Liban en 1983. Powell en tira plusieurs leçons : la contre-insurrection est un type de guerre difficile à mener et l'opinion publique étasunienne doit être convaincue de la nécessité d'une guerre pour que les militaires soient

autorisés à la mener. Il est en outre plus facile d'y parvenir si l'on promet une guerre rapide, soutenue à l'étranger, et avec une stratégie de sortie en main.

La façon dont Powell, alors chef d'état-major des armées, a décrit le succès de l'armée étatsunienne en 1992 montre bien que la doctrine était davantage une permission qu'une contrainte. « *Au cours des trois dernières années, les forces armées américaines ont été utilisées à plusieurs reprises pour défendre nos intérêts et atteindre nos objectifs politiques* », écrivait Powell :

« Au Panama, un dictateur a été chassé du pouvoir. Aux Philippines, le recours à une force limitée a permis de sauver une démocratie. En Somalie, un raid nocturne audacieux a permis de sauver notre ambassade. Au Liberia, nous avons sauvé des citoyens internationaux en détresse et protégé notre ambassade. Dans le golfe Persique, une nation a été libérée. En outre, nous avons utilisé nos forces pour des opérations de secours humanitaire en Irak, en Somalie, au Bangladesh, en Russie et en Bosnie. »

Pour une génération, c'est cette version de Powell en 1992 qui est fixée à jamais dans la mémoire, promettant les avantages d'un *hegemon* puissant mais magnanime au service du monde dans son ensemble – à condition, comme il le défendait dans le paragraphe suivant, que soit maintenu le financement du Pentagone.

Les zones d'exclusion aérienne au-dessus de l'Irak, maintenues par les États-Unis et régulièrement patrouillées par l'armée de l'air depuis l'été 1992 jusqu'à l'invasion en 2003, suggèrent que la stratégie de sortie constituant l'un des trois piliers de la Doctrine Powell était en fait un troisième membre fantôme, facilement ignoré et privé de pertinence.

Powell est resté dans l'administration Clinton suffisamment longtemps pour mettre en place la politique discriminatoire vis-à-vis des personnes homosexuel·les et bisexuel·les, dite « [*Don't Ask, Don't Tell*](#) » (« Ne demandez pas, n'en parlez pas »), puis a quitté la fonction publique jusqu'à ce que le président George W. Bush le nomme ministre des Affaires étrangères, empruntant la gravité de Powell pour légitimer l'installation de l'administration décidée par les tribunaux.

En raison de ce rôle, Powell sera à jamais associé à son témoignage devant les Nations unies en février 2003, où il cita des renseignements erronés et des preuves peu convaincantes pour justifier une deuxième invasion américaine de l'Irak. Cette guerre, qui a probablement tué 300 000 personnes, était déjà gagnée d'avance au moment où il s'est présenté devant les Nations unies ; le véritable combat pour savoir si l'administration Bush allait envahir l'Irak, alors qu'elle était déjà en Afghanistan et qu'elle refusait de trouver une porte de sortie, a eu lieu au cours de l'été et de l'automne 2002. Mais Powell a joué un rôle essentiel pour vendre la guerre à l'opinion publique états-unienne.

« *Pour ceux qui, à Washington, étaient moins déterminés à envahir le pays – mais ouverts à cette idée – Powell était moins un homme qu'une étoile polaire* », écrit Spencer Ackerman :

« Tant qu'il restait dans l'administration Bush, cela signifiait pour beaucoup de gens qu'il y avait des voix de bon sens autour de Bush, et il devenait donc possible de voir Bush comme autre chose qu'un belliciste délirant – ou, du moins, comme un belliciste délirant retenu par la sobriété et la responsabilité du

héros de Foggy Bottom. C'était un élément que Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz et Bush étaient heureux de voir s'installer, puisqu'il servait si parfaitement leur invasion – tant que Powell continuait à jouer son rôle. »

« *Le président voulait sa cote de popularité* », a écrit George Packer en 2013, dans une réflexion sur ce que prononcer le discours devant l'ONU signifiait pour la réputation que Powell avait construite :

« La Maison-Blanche a écrit un discours pour qu'il le prononce, quarante-huit pages en interligne simple. Il avait une semaine pour se débarrasser de tous les mensonges, et cela n'a pas été suffisant, et cela n'aurait jamais pu être suffisant, car il ne s'est pas arrêté pour remettre en question ses prémisses. »

Powell prononça le discours, termina son mandat de ministre des Affaires étrangères, puis quitta l'administration Bush et le service public en janvier 2005, dès que la nomination de Condoleezza Rice fut confirmée pour prendre sa succession. Dans les années 1970, sa loyauté envers les institutions qu'il servait lui avait ouvert les portes d'une carrière prometteuse. En refusant de mettre en jeu sa réputation pour s'opposer à une guerre qu'il savait fondée sur de faux prétextes et ne répondant à aucune menace imminente, Powell a causé la mort de centaines de milliers de personnes et des dommages matériels à des millions d'autres.

Le parcours de Powell au sein des institutions de la puissance militaire étatsunienne a fait l'objet de nombreuses hagiographies. La réputation de l'homme a été durable malgré son rôle, par acquiescement, dans l'organisation de la guerre d'Irak. Sa signature n'était pas tant une doctrine qui atténuait la guerre qu'un moyen pour la bonne société de faire valoir que les guerres états-uniennes lancées à l'âge mûr étaient justes et durables, contrairement aux mésaventures militaires entreprises dans leur jeunesse.

Raconter l'histoire de la vie de personnalités comme Powell, c'est rencontrer à plusieurs reprises tous les moments où ils ont privilégié le service du pouvoir sur l'obligation envers les personnes qu'ils servent. L'autobiographie de Powell inclut le chiffre de la dissimulation de My Lai mais le présente de telle manière qu'il aurait mené l'enquête pour obtenir des preuves utiles, illustrant au moins un désir d'être du bon côté de l'histoire. Son insistance, dans les années 1990, sur le multilatéralisme dans la résolution des problèmes internationaux s'interprète comme la marque d'un cynisme total, en raison de la manière dont Powell a sacrifié cet objectif pour continuer à servir un président qui n'a tenu aucun compte de ses conseils.

Dans la mesure où il justifiait sa présence continue en tant qu'influence modératrice, le fait qu'il soit resté après avoir abandonné l'influence qu'une démission aurait pu offrir signifiait que Bush était libre de le garder comme totem contre les critiques. En restant dans son rôle, Powell a établi un modèle pour la façon dont les futurs officiels, en uniforme ou civils, verraient leur image utilisée pour commettre des méfaits dans leur fonction, pour le compte de présidents cyniques qui les écarteraient dès qu'ils entreraient en conflit réel.

Ces choix ont eu des conséquences concrètes à travers les cadavres empilés dans le monde entier. Pour les personnes qui ont vécu la préparation et le lancement de la guerre d'Irak, celle-ci apparaît comme une tragédie singulièrement grotesque qui était totalement évitable, totalement prévisible et pourtant totalement imminente dès que les tambours de

guerre avaient commencé à battre. Pour les jeunes qui ont grandi dans son sillage, il s'agit d'un résultat parmi tant d'autres, l'aboutissement inévitable d'un [État de sécurité nationale](#) dominateur qui plie au même objectif tou-tes celles et ceux qui souhaitent le servir – et même celles et ceux qui pourraient souhaiter rediriger ses énergies.

Il est impossible de dire ce qu'il serait advenu si Powell avait exigé le multilatéralisme, s'il avait quitté l'administration Bush en raison du désir de ce dernier de mener sa propre guerre en Irak à n'importe quel prix. Dans un monde où Powell aurait eu le courage de ses convictions lorsqu'il était en fonction, il est possible que la crise existentielle du XXIe siècle, qui ne peut être résolue par la force militaire brute, aurait pu être résolue sans des décennies de mauvaise foi et de sang versé.

Mais nous ne vivons pas dans ce monde-là. Nous vivons dans celui-ci, où l'excellence, le dévouement infatigable et la loyauté inébranlable ne signifient pas grand-chose lorsqu'ils sont au service d'une machine de guerre sans fin.

*

Cet article a d'abord été publié par [Jacobin](#) puis traduit pour *Contretemps*.

Illustration : The U.S National Archives @Flickr Commons / Wikimedias Commons.

Notes

Notes ajoutées par *Contretemps*.

[1] Le chiffre retenu ici est celui du site [Iraq Body Count](#). En 2013, [une étude](#) menée par une équipe de chercheurs. ses estime que le nombre de civils irakiens morts de la guerre entre le 1^{er} mars 2003 et le 30 juin 2011 est de 461 000, soit près d'un demi-million de personnes.

[2] Viet Cong, communiste vietnamien